

Unité Interdépartementale 25-70-90

Vesoul, le 03/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FUJI SEAL FRANCE SAS**

77 route de Luxeuil  
BP 31  
70220 Fougerolles-Saint-Valbert

Références : UID257090/SPR/BB/LL 2023 1003E  
Code AIOT : 0005901149

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2023 dans l'établissement FUJI SEAL FRANCE SAS implanté 77 route de Luxeuil BP 31 70220 Fougerolles-Saint-Valbert. L'inspection a été annoncée le 04/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FUJI SEAL FRANCE SAS
- 77 route de Luxeuil BP 31 70220 Fougerolles-Saint-Valbert
- Code AIOT : 0005901149
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisée dans l'impression par héliogravure de films plastiques destinés à l'habillage de produits pour la grande distribution.

Le site relève de la directive sur les émissions industrielles (IED) du fait d'une consommation de solvants organiques supérieure à 200 t/an (BREF STS).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets atmosphériques
- Bruit

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mesures de bruit	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 6.2.2.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Organisation pour le suivi des contrôles et la correction des écarts	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 7.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	PGS	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 8.2.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
20	Marque de contrôle – absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 2	/	Sans objet
5	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 7.6.6.	/	Sans objet
21	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 7.6.3	/	Sans objet
7	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet
8	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
9	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
10	Points de prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
11	Hauteur de la cheminée	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52	/	Sans objet
12	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	/	Sans objet
13	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	/	Sans objet
14	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
15	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
16	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
17	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
18	VLE rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 3.2.3	/	Sans objet
19	Respect de l'APMD du 16/05/2022	AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection avait pour objectif principal de contrôler le retour à la conformité du traitement des rejets atmosphériques du site suite à l'indisponibilité de l'oxydateur thermique et à son remplacement en 2022.

Il a été constaté que le nouvel oxydateur est en fonctionnement, et que les rejets atmosphériques canalisés sont à nouveau conformes aux valeurs limites d'émission. L'APMD du 16/05/2022 a été respecté.

Cependant, l'inspection a constaté également un taux important de rejets diffus de COV.

L'exploitant doit travailler sur ce sujet afin de pouvoir assurer sa conformité à la nouvelle valeur limite applicable au 09/12/2024 issue du BREF STS.

Des améliorations sont également attendues concernant le suivi des écarts détectés lors des contrôles périodiques réglementaires sur les installations.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 2				
Thème(s) : Risques chroniques, Rubrique ICPE				
Prescription contrôlée :				
Rubrique	Alinéa	AS, A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
3670		A	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg par heure ou à 200 tonnes par an.	Consommation annuelle de solvant estimée à 350 t/an
2450	2. a	A	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisent une forme imprimante : Héliogravure, si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est supérieure à 200 kg/j.	<b>Bât 14</b> : une rotative (ligne Rotomech H110) consommant en moyenne 650 kg/j de produits. <b>Bât 14 bis</b> : une rotative (ligne Rotomech H110) consommant en moyenne 650 kg/j de produits.
2662	3	D	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques).  Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	<b>Bât 19</b> : - stockage des films plastiques (matière première à imprimer) : 202 m <sup>3</sup> /190 tonnes. - stockage des produits finis (films plastiques imprimés emballés en carton, sur palettes sous-filmées + films plastiques imprimés en carton) : 534 m <sup>3</sup> /112 tonnes. <b>Bât 23</b> : - stock de films plastiques (chutes de production revendues) conditionnées sur palette ou en big-bags : 200 m <sup>3</sup> /112 tonnes.  Déchets de plastiques : 21 m <sup>3</sup> /12 t  Volume maximal de stockage : 957 m <sup>3</sup> .
4331	3	DC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.  La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 50 tonnes mais inférieure à 100 tonnes.	<b>Bât 20</b> : stockage d'encre et solvants (liquide de catégorie 2 au sens du règlement CLP) conditionnés en bidons, fûts ou container : 49 m <sup>3</sup> /49 tonnes. <b>Extérieur</b> : - solvants en cuve enterrée double enveloppe de 40 m <sup>3</sup> /36 tonnes (liquide de catégorie 2 au sens du règlement CLP). - solvants valorisables (GRV) : 12 m <sup>3</sup> /12 tonnes.  Total sur site : 101 m <sup>3</sup> /97 tonnes.

<i>Rubrique</i>	<i>Alinéa</i>	<i>AS, A,D, NC</i>	<i>Libellé de la rubrique (activité)</i>	<i>Nature de l'installation</i>
<b>2910</b>	<b>A.2</b>	<b>DC</b>	<i>Installations consommant exclusivement du gaz naturel, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, la puissance thermique nominale de l'installation étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW.</i>	<i>Bât 1 : 230 kW  Bât 16 : 1 500 kW  Bât 17 : 920 kW  Installations raccordables pour un total de 2,65 MW.</i>  <i>Bât 9 : 250 kW  Bât 12 : 500 kW  Bât 21 : 300 kW  Bât 25 : 500 kW  Installations non raccordables ayant été autorisées avant le 1<sup>er</sup> juillet 1987.</i>  <b>Total de 4,25 MW.</b>
<b>2915</b>	<b>2</b>	<b>D</b>	<i>Procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 litres.</i>	<i>Bât 16 : chaufferie utilisant 5 000 litres de fluide caloporteur lié au process.</i>

#### **Constats :**

Un point sur la situation administrative du site a été effectué :

- Rubriques 2450-A-b/3670 : pas de modification. Présence de 2 lignes d'impression par héliogravure.

- Rubrique 2662-2 (la rubrique 2662-3 est devenu 2662-2) : l'exploitant n'était pas en mesure le jour de l'inspection de fournir la quantité de matières premières et produits finis, en tonnes. Il disposait du nombre de mètre linéaires et de pièces produites. La quantité de déchets de plastiques et de chutes de production a fortement diminué. Il y a désormais 2 bennes de 20 m<sup>3</sup> et 1 de 30 m<sup>3</sup> (24 t sur site).

**Demande de complément : l'exploitant doit transmettre le volume et le tonnage de matières premières et de produits finis relevant de la rubrique 2662-2 de la nomenclature ICPE.**

- Rubrique 4331-3 : Extérieur : les cuves n'ont pas été modifiées. Les quantités de solvants valorisables sont en diminution. Pour le stockage dans le bât 20, il est de 59 tonnes lors du dernier inventaire fait le 1er septembre.

L'inventaire global du site fait le 1er août fait état d'un stock de produits de 100,05 t. L'exploitant a indiqué qu'un stock un peu supérieur à la situation habituelle avait dû être fait pour pallier les congés des fournisseurs.

**L'exploitant doit être vigilant quant au respect du seuil de 100 t de produits combustibles présent sur le site, et mettre en place les mesures organisationnelles adéquates.**

- Rubrique 2910-A-2 : certaines installations de combustion de faible puissance sont à l'arrêt, mais n'ont pas encore été démontées. Les chaudières des bâtiment 1, 9, 12 et 25 sont à l'arrêt.

- Rubrique 2915-2 : pas de changement. Le site utilise désormais en grande partie la chaleur récupérée au niveau de l'oxydateur thermique de COV pour chauffer le fluide.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Mesures de bruit

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 6.1.2 et 6.2.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit

### Prescription contrôlée :

Le respect des critères d'urgence ainsi définis conduit à fixer, à la date du présent arrêté, des niveaux de bruit maximum en limite de propriété de l'établissement, installations en fonctionnement, aux emplacements repérés à l'annexe du présent arrêté selon le tableau ci-dessous :

Emplacement	1	2	3	4
Niveau de bruit pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00, sauf dimanches et jours fériés	53	59	59	60
Niveau de bruit pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00, ainsi que les dimanches et jours fériés	40	40	43	39

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et au minimum tous les cinq ans, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ces mesures destinées, en particulier, à apprécier le respect des valeurs limites d'urgence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations aux emplacements 1, 2, 3 et 4 du plan joint en annexe. Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats transmis à l'inspection des installations classées. Tout constat de dépassement de ces niveaux, notamment à l'occasion des mesures prévues au présent article, devra être complété d'une vérification de l'urgence engendrée par l'établissement dans les zones à urgence réglementée.

### Constats :

L'exploitant a transmis le rapport de surveillance des niveaux sonores du 17/03/2023 (mesures effectuées du 16/02/2023 au 17/02/2023).

Le rapport montre un dépassement des valeurs limites autorisées au point 1 en période de journée (54 dB(A) mesuré pour une VLE de 53 dB (A) ) et de nuit (45,5 dB (A) mesuré pour une valeur limite de 40dB (A) ).

L'exploitant n'a pas effectué de mesures du niveau d'urgence au point 1 afin de vérifier si les valeurs limites étaient dépassées.

L'exploitant a pris contact avec une société spécialisée pour identifier les sources de bruit et mettre en place les solutions nécessaires.

<p>L'exploitant a également fait réaliser une mesure des niveaux sonores au niveau d'un cinquième point (point non prévu dans l'AP d'autorisation), situé en limite de site à proximité du nouvel oxydateur thermique de COV. Les résultats montrent un niveau sonore de 65 dB (A) en limite de site de jour et de nuit. Ce niveau sonore dépasse pour la nuit la valeur limite figurant dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (60 dB (A)).</p> <p><b>Non-conformité : les valeurs limites de niveau de bruit en limite de site sont dépassées au niveau du point 1 et du point 5. L'exploitant doit justifier de la réalisation d'investigations sur les causes de ce dépassement et de la mise en oeuvre de mesures correctives. Une nouvelle mesure devra être réalisée après mise en oeuvre des actions correctives afin de vérifier le retour à la conformité ; une mesure de l'émergence au niveau de la zone à émergence réglementée la plus proche du point 1 devra également être réalisée.</b></p> <p><b>L'exploitant transmettra un bon de commande pour la réalisation des investigations sous un délai d'un mois, et le plan d'actions définis lorsqu'il aura été défini.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Organisation pour le suivi des contrôles et la correction des écarts

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le responsable HSE a présenté l'organisation du site pour la réalisation des différents contrôles réglementaires participant à la prévention des risques technologiques (contrôle des installations électriques par exemple).</p> <p>Un tableau permet le suivi du respect des périodicités de contrôle et de leur date de réalisation.</p> <p>Par contre, l'exploitant a indiqué que le suivi des écarts détectés lors de ces contrôles, et leur correction n'étaient pas formalisés.</p> <p>Par ailleurs, le responsable HSE a indiqué qu'il n'y avait plus de responsable maintenance sur le site.</p> <p><b>Non-conformité : l'exploitant doit mettre en place une organisation permettant de lister les écarts détectés lors des différents contrôles réglementaires, d'en assurer le suivi, et de tracer les actions correctives réalisées.</b></p> <p>L'exploitant doit également s'assurer qu'il dispose du personnel suffisant pour assurer la maintenance de ses installations et la gestion des écarts détectés.</p>



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Ressources en eau et mousse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum : - un bassin d'un volume de 240 m3 aménagé afin de permettre la mise en aspiration de 2 engins et une réserve de 30 m3 alimentée par le puits présent sur le site;
<b>Constats :</b> Le bassin de 240 m3 et la réserve enterrée de 30 m3 ont été vus lors de la visite des installations.  L'exploitant a également présenté sa nouvelle installation de sprinklage du bâtiment 20 contenant les stockages d'encre et solvants.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Bassin de confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 7.6.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont collectées et raccordées à un bassin de confinement étanche aux produits collectés ou à tout autre système équivalent, ayant une capacité minimum de 510 m3, avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.10 traitant des eaux susceptibles d'être polluées. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaire à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué qu'une cuve de rétention associée aux ateliers de production et à l'aire de dépotage des solvants était présente sur le site.  L'exploitant n'a pas pu justifier de la capacité du site à pouvoir confiner un volume de 510 m3 d'eau d'extinction en cas d'incendie.
<b>Demande de complément :</b> l'exploitant doit justifier de la conformité de son établissement quant au respect de la capacité de rétention de 510 m3 prévue.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 8.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de mettre en place un plan de gestion des solvants.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis sur la plateforme GEREPE le plan de gestion des solvants de son site. Un examen du document a été fait en amont de la visite. Les points suivants ont fait l'objet d'un échange avec l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Flux O1 (rejets canalisés) : du fait d'une indisponibilité de l'oxydateur thermique une partie de l'année, dans le cadre de l'opération de remplacement de ce dispositif de traitement, les émissions canalisées sont beaucoup plus importantes qu'en situation normale, et s'élèvent à 204 t en 2022, ce qui est supérieur au flux autorisé de 19 t figurant à l'article 3.2.4. de l'AP d'autorisation. La situation sera a priori à nouveau conforme en 2023 du fait de la mise en place du nouvel oxydateur thermique.</li> <li>- Flux O4 (rejets diffus) : le flux annuel de rejets diffus est de 142,6 t, soit 22% de la quantité de solvants utilisée, ce qui est supérieur à la valeur limite de 20% figurant à l'article 3.2.4 de l'AP d'autorisation. Il a été constaté lors de la visite des locaux de production une odeur importante de solvants.</li> <li>- Flux O5 (solvants détruits) : ce flux correspond aux solvants détruits par l'oxydateur thermique.</li> </ul> <p>Le PGS renvoie à un rapport spécifique concernant l'efficacité du traitement des COV par ce dispositif. Chaque année, des mesures des solvants en amont et en aval de l'oxydateur sont réalisées sur une période de 24h. Les quantités de solvants mesurées sont comparées à la quantité de solvants utilisées sur les machines d'impression pendant la même période, afin de calculer d'une part la quantité de solvants captée et envoyée vers l'oxydateur, et d'autre part l'efficacité du traitement de l'oxydateur. Pour l'année 2022, le rapport montre un taux de captation (flux en amont de l'oxydateur / quantité de solvants utilisée) de 59 % et un rendement épuratoire de 99,2 %. L'examen de ce rapport appelle les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le rendement épuratoire est très bon, et représentatif d'un appareil neuf correctement réglé.</li> <li>- le taux de captation semble relativement faible. Ce taux était de 66% en 2021 et 84 % en 2020, avec un dispositif de traitement partiellement défaillant. L'exploitant doit investiguer sur ce sujet afin de vérifier a minima d'une part que le calcul du taux de captation est correct (notamment en vérifiant que les quantités de solvants utilisées sont bonnes), et d'autre part que l'aspiration au niveau des machines d'impression est correctement réglée.</li> </ul> <p><b>Non-conformité : les quantités d'émissions de COV canalisées et diffuses sont supérieures aux valeurs limites d'émission en 2022. Ces dépassements étaient attendus du fait de l'indisponibilité une partie de l'année de l'oxydateur thermique.</b></p> <p><b>Concernant les émissions diffuses, l'exploitant doit investiguer afin de vérifier que la captation des émissions au niveau des machines d'impression est bien réglée, mais aussi faire l'inventaire des sources potentielles afin de les réduire.</b></p> <p>Il est rappeler à l'exploitant, que dans le cadre du réexamen des prescriptions applicables aux installation relevant du BREF STS, il sera soumis à compter du 9 décembre 2024 à une VLE pour les émissions diffuses de 12% de la quantité de solvants utilisée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 7 : Canalisation des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Canalisation des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
<b>Constats :</b> Les principales sources de rejets atmosphériques sont les machines d'impression, le distillateur de solvants usagés, et la machine à laver. Les machines d'impression et le distillateur de solvants sont raccordés à l'oxydateur thermique de COV. Une nouvelle machine à laver est en cours d'installation ; elle va être raccordée à l'oxydateur thermique de COV.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Points de rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un point de rejet unique pour les émissions de COV situé au niveau de la cheminée de l'oxydateur thermique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Points de rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.  La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

<b>Constats :</b> L'oxydateur thermique est équipé d'une cheminée verticale d'une hauteur de 16 mètres, qui ne présente pas d'obstacle à la bonne dispersion des rejets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 10 : Points de prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de prélèvements
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis le rapport de contrôle des émissions atmosphériques de l'oxydateur thermique du 21/10/2022.</p> <p>Le rapport indique que les points de prélèvements sont conformes à la norme NF 15259. Les 2 trappes de visite normalisées ont été vues lors de la visite des installations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 11 : Hauteur de la cheminée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Hauteur de la cheminée
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La hauteur de la cheminée ne peut être inférieure à 10 m.</p>
<b>Constats :</b> <p>La hauteur de la cheminée est de 16 mètres.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Traitement des fumées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traitement des fumées
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le nouvel oxydateur thermique a été installé au cours de l'année 2022. L'installation est donc neuve. Un contrat de maintenance externe a été conclu avec le fournisseur.  L'exploitant dispose également d'un accès sur place et sur ordinateur aux principaux paramètres de fonctionnement de l'oxydateur. Ces données sont enregistrées et un relevé journalier est fait.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Traitement des fumées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traitement des fumées
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, la consigne en cas d'alarme sur l'oxydateur thermique a été présentée. Elle permet au personnel sur place de gérer les problèmes simples. En cas de panne plus importante, le numéro du fournisseur figure sur la consigne pour un dépannage externe.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 14 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Autosurveillance des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.
<b>Constats :</b> L'exploitant réalise une surveillance annuelle des émissions de l'oxydiseur thermique, en conformité avec les exigences de l'arrêté préfectoral d'autorisation. La mesure annuelle est effectuée sur une durée de 24h.  L'exploitant a indiqué qu'il allait prochainement avoir un suivi continu des émissions de COV (mesures par FID). L'équipement a été vu lors de la visite. Son installation n'est pas encore finalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 15 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b> La mesure réalisée en septembre 2022 a été faite par le société CERECO, qui est accrédité COFRAC, et qui dispose d'un agrément ministériel notamment pour les polluants suivants : COV (n°2), NOx (n°11) et CO (n°12).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 16 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les

méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
<b>Constats :</b> Les méthodes de mesures mentionnées dans le rapport correspondent à celles figurant dans l'avis au JO sur les méthodes normalisées de référence : - COVT et COV non méthaniques : NF EN 12619 et XP X43-554 - NOx : NF EN 14 792 - CO : NF EN 15 058
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 17 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Conformité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le rapport de surveillance de l'oxydateur thermique a été transmis à l'inspection. Il était accompagné d'une note de la société Eurolorraine sur la conformité aux valeurs limites d'émission, et sur l'efficacité du traitement des COV.  La note mentionne que toutes les valeurs sont conformes aux VLE, mais analyse que la valeur en CO est un peu élevée, et qu'un meilleur réglage de l'oxydateur thermique pourrait être effectué.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 18 : VLE rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets après traitement par incinération doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés:  - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101.3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs);  - à une teneur en O2 précisée dans le tableau ci-après.

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit n°1
Concentration en O2 de référence	Celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation
Nox en équivalent NO2	100
CO	100
CH4	50
COV à l'exclusion du méthane	50 (incinérateur avec un rendement d'épuration supérieur à 98%)
<b>Constats :</b> Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques en sortie de l'oxydateur thermique du 21/10/2022 (mesures réalisées du 29 au 30/09/2022) montre les résultats suivants en concentration moyenne sur la période de mesure (24h): - NOx : 0 mg/Nm3 - CO : 28,81 mg/Nm3 - CH4 : 0,21 mg/Nm3 - COVnM : 5,10 mg/Nm3  Les concentrations mesurées sont inférieures aux valeurs limites d'émission.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet	

#### N° 19 : Respect de l'APMD du 16/05/2022

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> La société FUJI SEAL FRANCE SAS, située au 77 route de Luxeuil sur le territoire de la commune de Fougerolles, exploitant des ateliers de reproduction graphique, est mise en demeure de respecter : <ul style="list-style-type: none"> <li>• avant le 30 septembre 2022, les dispositions prévues à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 2996 en date du 16 novembre 2005 et l'article 27 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998, en transmettant les résultats d'une nouvelle mesure des rejets atmosphériques à l'issue des travaux.</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le 24/10/2022 à l'inspection le rapport des mesures, réalisées du 29/09/2022 au 30/09/2022, des rejets atmosphériques du nouvel oxydateur thermique. Les résultats des mesures sont inférieures aux valeurs limites d'émissions (cf. point de contrôle précédent).  Ainsi, les valeurs limites d'émissions ont bien été respectées au 30 septembre 2022. L'APMD a donc été respecté, et peut être levé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 20 : Marque de contrôle – absence de fuite**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Marque de contrôle à apposer
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 6  Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du site, une recherche de la dernière vignette posée sur l'équipement "GP EAU GLACEE PROCESS" comportant 2 circuits contenant chacun 22,5 kg de fluide R410A a été faite. Il a été constaté seulement la présence de 2 anciennes vignettes indiquant pour la plus récente date limite d'étanchéité en 2021.  <b>Non-conformité : l'équipement "GP EAU GLACEE PROCESS" ne comporte pas de vignette indiquant une date limite d'étanchéité non dépassée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 21 : Contrôle périodique des équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Fréquence des contrôles périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 4 Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1 <sup>er</sup> en fonction de la catégorie de fluide, de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.
<b>Constats :</b> <b>Demande de compléments : l'exploitant doit transmettre à l'inspection les 2 dernières fiches de contrôle d'étanchéité de l'équipement "GP EAU GLACEE PROCESS"</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet